ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mai 2019

MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE - (N° 1955)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 506

présenté par

M. Le Bohec, M. Damien Adam, Mme Beaudouin-Hubiere, Mme Cazarian, Mme Chapelier, M. Claireaux, M. Daniel, Mme De Temmerman, Mme Fontenel-Personne, Mme Hammerer, Mme Liso, Mme Maillart-Méhaignerie, Mme Pételle, Mme Provendier, Mme Racon-Bouzon, M. Testé, Mme Toutut-Picard et M. Vignal

ARTICLE 20 BIS

I. – À l'alinéa 2, après le mot :

« Bureau »,

insérer les mots :

« , en lien avec le déontologue, ».

II. – En conséquence, au même alinéa, après le mot :

« définit »,

insérer les mots :

« , au plus tard le 1^{er} janvier 2020, ».**EXPOSÉ SOMMAIRE**

La commission des Lois a inséré opportunément l'article 20 *bis* afin que l'Assemblée nationale se dote d'un dispositif de prévention des situations de harcèlement moral ou sexuel et de discrimination. Le présent amendement vise à ce que le déontologue soit associé à la mise en place de ce dispositif, d'autant que le déontologue est d'ores et déjà habilité à recueillir les signalements en matière de harcèlement et de discrimination. Enfin, le présent amendement pose une date limite pour la mise en place du dispositif, afin de le rendre effectif dans un délai relativement rapide et

raisonnable. Il semble en effet essentiel que les plus hautes instances de l'Assemblée nationale permettent sans tarder d'instaurer les instrument adéquats pour lutter contre les situations de cette nature.